

RETOUR DES ÉMIGRÉS

Ce qu'il faut savoir pour passer les frontières

Trois mineurs ayant la double nationalité (française et algérienne) devant retourner en France après la fin des vacances sont bloqués depuis une dizaine de jours en Algérie, faute de pièce d'identité française justifiant leur résidence dans l'Hexagone.

Lotfi Mérad - Alger (Le Soir) - Les enfants qui se sont présentés à l'aéroport international d'Alger accompagnés de leur père ont été empêchés par la Police aux frontières (PAF) de quitter le territoire national car n'ayant pas fourni de pièce d'identité française.

Dans ce cas de figure, il faut savoir que les agents de la PAF de l'aéroport international d'Alger n'ont fait qu'appliquer la loi en vigueur.

En effet, si les enfants sont inscrits sur le passeport français de leur père qui jouit également de la nationalité algérienne, il est exigé d'eux de présenter une carte d'identité française pour justifier leur résidence dans l'Hexagone.

Le père, lui, doit fournir un document prouvant sa nationalité algérienne (passeport ou carte d'identité).

«Sans ces documents, les enfants seront refoulés à leur arrivée à destination, car ne pouvant, là aussi, justifier de leur lieu de résidence en France» nous affirme-t-on.

Désespéré, ce père de famille qui, a priori, méconnaît la loi, a contacté le réseau Nada pour la défense des droits de l'enfant.

Cette association a, à son tour, saisi l'ambassade de France à Alger et les services consulaires du ministère algérien des Affaires étrangères en vue de débloquent la situation.

«Nous attendons leur réponse», nous a confié le président du réseau Nada, M. Abderrahmane Arar, qui reconnaît néanmoins que ce cas de figure relève plus d'une

«méconnaissance par les voyageurs des lois et de la réglementation régissant la circulation des per-



Sans les documents exigés, les enfants seront refoulés.

sonnes». Il ne s'agit donc pas, comme pourraient le croire certains, d'un excès de zèle des agents de la PAF, qui n'ont fait que leur travail de contrôle dans ce que leur confère la loi.

Selon la réglementation, un mineur (moins de 18 ans) ayant la double nationalité, française et algérienne

ne doit présenter au moment de quitter le territoire national son passeport français et une carte d'identité algérienne ou bien un passeport algérien.

En plus, s'il voyage seul, une autorisation paternelle pour mineur délivrée par la police algérienne est exigée. Ou bien une autorisa-

tion maternelle dans le cas où les parents sont divorcés et que la garde de l'enfant est confiée à la mère.

Pour ce qui est d'une mère de nationalité algérienne accompagnée de ses enfants mineurs qui se présentent aux frontières pour un voyage à l'étranger, il est exigé de fournir un livret de

famille prouvant la filiation des voyageurs en plus des documents de voyage en règle dont un passeport portant éventuellement un visa d'entrée dans le pays de destination.

Les enfants mineurs de nationalité algérienne voyageant seuls doivent obligatoirement présenter une autorisation de sortie du territoire national signée par le père ou par la mère en cas de divorce des parents, ou par le tuteur légal.

Pour les personnes d'origine algérienne voyageant avec un passeport français uniquement, ils doivent être munis d'un visa d'entrée en Algérie puisque dans ce cas précis, ils sont considérés comme des citoyens français.

Les Algériens résidant en France (étudiants, conjoints de français, travailleurs immigrés) doivent présenter, outre un passeport algérien, une carte de séjour ou une carte de résidence délivrée par les autorités françaises compétentes.

L. M.

BÉJAÏA : GROGNE DES TRAVAILLEURS DE L'ENTREPRISE IFRI D'OUZELLAGUÈNE

Pour un salaire décent et un travail digne !

L'unité de mise en bouteille d'eau minérale Ifri à Ouzellaguène (Béjaïa) fait face ces derniers jours à une grogne sans précédent de son collectif de travailleurs qui vit «une situation socio-professionnelle précaire».

Les travailleurs de l'entreprise de production d'eau minérale et boissons gazeuses du groupe Ifri

implanté dans la ville historique d'Ouzellaguène, qui ont observé une première action de protestation le

mois de mars dernier en guise de dénonciation des «mauvaises conditions de travail» au sein de l'unité et réclamer de «meilleurs salaires», sont revenus à la charge samedi passé à travers un mouvement de grève.

Sous les mots d'ordre «Non à l'exploitation !», «Pour un salaire décent et un travail digne», les travailleurs ont boudé leurs postes de travail durant trois journées avant de reprendre partiellement du service

mardi dernier. «L'entreprise se porte bien grâce au dévouement de son collectif ouvrier. Ses produits sont distribués à travers le territoire national et s'exportent également vers des pays étrangers.

Le groupe réalise d'énormes bénéfices mais refuse toujours d'accéder à nos revendications légitimes qui consistent en une meilleure prise en charge de notre situation socio-professionnelle», s'insurgent des travailleurs grévistes.

Les salariés protestataires, qui ont procédé à la fermeture de la RN26 perturbant fortement la circulation automobile sur cet important axe routier durant de longues heures durant ces trois journées, ont également observé des rassemblements devant l'entrée de l'usine empêchant des ouvriers non grévistes de rejoindre leurs postes de travail, nous a-t-on signalé.

L'autre exigence mise en avant par les protestataires consiste en «la reconnais-

sance de la section syndicale des travailleurs conformément à la loi en vigueur», selon des grévistes.

Nous avons vainement tenté de joindre l'un des gérants pour connaître la version des faits de l'unité.

Signalons par ailleurs, que le groupe Ifri est considéré comme l'une des entreprises les plus performantes de l'industrie nationale de l'agroalimentaire employant près de 1 300 personnes.

A. Kersani

TIZI-OUZOU

Le siège de l'APC de Fréha fermé par les citoyens du village Nezla

Les citoyens du village Nezla, à une dizaine de kilomètres à l'est du chef-lieu de Fréha, ont protesté, ce dimanche, pour faire entendre leurs doléances et leur droit à «une vie plus décente».

Cela ne peut se faire sans l'amélioration de leurs conditions de vie quotidiennes, qu'ils jugent des plus déplorables, car il n'y a que le service de l'électricité qui fonctionne dans le village, soulignent-ils pour mettre en exergue le degré de précarité de leur village.

La contestation a abouti à la fermeture du siège de leur APC pendant toute la matinée de dimanche, avant que la délégation chargée de discuter des revendications soulevées par la popu-

lation, qui était en réunion avec le P/APC, ses adjoints et le secrétaire général de la daïra d'Azazga, ne décide, vers 13 heures, de surseoir à la manifestation après de longues discussions.

Les revendications consignées dans une plateforme, dont une copie a été remise au P/APC, au chef de daïra et au wali de Tizi-Ouzou, résumant sur plusieurs points l'absence de moyens indispensables pour une vie décente dans ce village, entre autres un

meilleur état du réseau routier, le gaz de ville, un réseau d'assainissement des eaux usées, une salle de soins, une cantine scolaire. La délégation a obtenu satisfaction sur quelques points revendiqués, en attendant une prochaine clarification sur les autres, qu'ils considèrent tout aussi légitimes.

L'exécutif communal, pour sa part, par l'intermédiaire de son premier adjoint, M. Iguer, parle de la prise en charge effective de trois points et non des moindres, dont l'aménagement des canalisations pour les eaux usées, projet

jusqu'à-là prévu dans le cadre du PPDR et qu'il faudra inscrire en PCD dans le cas d'un retard dans l'acceptation du projet dans ce chapitre. La même source atteste que le village Nezla bénéficiera prochainement du raccordement au gaz de ville, à l'instar des villages Melaghni, Hamri et Tkhourbine. Quant à la route reliant Nezla à El-Hamri, refaite en tri-couches mais qui s'est détériorée en l'espace d'une année, elle a fait l'objet d'un rapport dans ce sens par les services techniques de la mairie, et ce pour sa réfection.

F. B.

BOUIRA

Des citoyens exigent la réalisation d'un passage gardé pour la voie ferrée à El-Adjiba

Des citoyens de la commune d'El-Adjiba, située à 30 km à l'est du chef-lieu de la wilaya de Bouira, ont bloqué hier dans la matinée, durant près de trois heures la voie des chemins de fer qui passe sur le territoire de cette localité et qui est traversée par des routes communales non sécurisées. Cette action s'est déclenchée après la mort, samedi dernier, d'un automobiliste de 66 ans qui a été écrasé dans son véhicule à la suite d'une collision avec un train de voyageurs à destination d'Alger.

Ce décès qui s'ajoute aux autres accidents similaires enregistrés dans la même localité a poussé la population à occuper la voie ferrée exigeant des pouvoirs publics de réaliser des barrières et de sécuriser la route qui croise la voie ferrée au niveau du centre-ville d'El-Adjiba.

Ce blocage de la voie a duré près de trois heures, causant l'immobilisation d'un train de marchandises venant de l'est du pays.

Alertés, le chef de daïra de Bechloul, le chef du district des chemins de fer de Bouira et les responsables de direction des transports se sont rendus sur les lieux et après discussions avec une délégation de citoyens, le blocage a été levé.

Selon des informations recueillies auprès de certains membres, les représentants de l'administration du secteur se sont engagés à trouver une solution au début de la semaine prochaine.

Amine Han